

(I°) LIBERATION DE AHMED BEN OTHMAN ET RENE MARZOUK

Plusieurs camarades détenus politiques dont : Ahmed ben Othman, René Marzouk et Amara Amara Barhoumi ont mené une grève de la faim depuis lundi 4/12/72. Ils réclamaient :

- 1°) Leur libération immédiate ou le procès immédiat.
- 2°) Le statut de détenus politiques.
- 3°) L'amélioration des conditions de détention.

Parallèlement à leur grève une vaste campagne de soutien était menée aussi bien à Tunis qu'à Paris. En effet, des pétitions étaient mises en circulation, des collectes étaient organisées et des personnalités étrangères étaient contactées. Cette lutte eut pour résultat à arracher Ahmed et René à leurs geoliers. En effet le Pouvoir bourguibien, sentant que d'une part, les camarades sont déterminés à continuer la lutte dans leurs cellules de façon solidaire en dépit des menaces, intimidations et tentatives de division ( René a été contacté pour casser la grève en contre partie de quoi il sera libéré) et d'autre part, ils ne sont plus isolés, a été acculé à les libérer.

(II) LA COURSE AU POUVOIR AU SEIN DU DESTOUR

La montée des luttes populaires en Tunisie provoque la décomposition totale du régime .

Voici un exemple illustrant clairement les contradictions au sein du régime en place :

Extrait d'une lettre envoyée par des députés et anciens Ministres au Président du Parti :

" L'Unité Nationale que l'on évoque si souvent n'est plus qu'un vain mot. La situation économique et sociale n'est guère plus brillante malgré les signes apparents de la prospérité qui, pour la plus grande masse de la population se traduit par la hausse des prix et la réduction du pouvoir d'achat alors que les portes de la richesse et du profit rapide sont grandes ouvertes devant une minorité de privilégiés. D'où un malaise social et mécontentement grandissant qu'il est difficile d'ignorer plus longtemps et qui finiront à la longue par affecter l'Unité Nationale de provoquer la lutte des classes. Ainsi, on voit les ouvriers déclencher ça et là des grèves qui se multiplient malgré la répression, la condamnation et le silence de la presse; il est à craindre que la situation sociale ne se détériore davantage si l'on continue à suivre une politique qui ignore les conditions de vie de la grande masse des citoyens.

"Quant à la jeunesse, sa situation n'est pas moins dangereuse ni moins déplorable que celle de la classe ouvrière. Les jeunes d'aujourd'hui pour la plus part en état de rupture avec le régime. Il y a là une vérité qu'on ne peut plus ignorer bien qu'elle soit amère ; elle illustre l'échec de la politique menée dans ce domaine depuis 15 ans. La solution ne consiste pas à recourir à certaines manifestations tapageuses qui ne trompent plus personne, ni à orienter les jeunes ouvriers vers l'immigration, ni à se livrer à une sorte de malthusianisme de l'enseignement, encore moins à traiter l'Université et les universitaires avec un esprit qui pour le moins qu'on puisse dire n'est plus adapté aux conditions actuelles.

"L'Universitaire est par excellence le domaine où se reflète l'image de l'avenir, un avenir qui sera nécessairement différent du présent.

"Pour toute ses raisons, les soussignés vous demandent de cesser de considérer la jeunesse comme une catégorie à part dans la nation, à priori sujette à caution, et comme un mineur sous tutelle, mais la considérer comme le peuple de demain qui va vivre dans le pays et le diriger ; ainsi on pourrait dégager, grâce à la politique de l'emploi, de la formation et de l'enseignement, le profil d'une société nouvelle et les bases d'une civilisation fondée sur une évolution constante et harmonieuse. "

fait à Tunis, le 10 Octobre 1972

Parmi les signataires on cite : NESTIRI - HASSIB BEN AMAR - MESSADI  
BEJI CAID ESSEBSI - RADHIA HADAD

Considérant les querelles de palais entre les fractions du régime  
Considérant que les signataires de cette lettre font partie d'une de ces  
fraction.

Considérant que ces querelles n'intéressent nullement le peuple tunisien  
considérant que les intérêts de ces différentes fractions du régime sont  
antagoniques à ceux des masses populaires.

Nous dénonçons le caractère opportuniste et démagogique de cette lettre  
qui s'inscrit dans le cadre des manœuvres amorcées depuis la montée des luttes  
populaires et surtout après les événements de février 72.

Affirmons que ni la bande à Mestiri ni celle à Nouira ne peut arrêter  
notre lutte.

PARIS, le 15 décembre 1972

CAL-UGET BASE VINCENTE  
BASE JUSSIEU